

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

SESSION DU 11 JUIN 2014

DISPOSITIONS DE NATURE INDICIAIRE

Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat
et de la fonction publique

Projet de décret modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics

L'article 1er du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, modifié par le décret n° 2008-385 du 23 avril 2008, précise que l'échelonnement indiciaire applicable aux corps et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du code des pensions civiles et militaires de retraite est fixé par décrets, pris sur proposition du ministre intéressé et des ministres chargés du budget et de la fonction publique. En outre, s'agissant des décrets fixant l'échelonnement indiciaire applicable à plusieurs corps ou emplois, ils sont soumis à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Tel est le cas du décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics qui fixe, à l'article 2, l'échelonnement indiciaire du corps des architectes et urbanistes de l'Etat.

En effet, ce corps constitue un corps technique à caractère interministériel relevant de deux ministères, le ministère chargé de la culture et le ministère chargé du développement durable.

Régi par le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004, le corps des architectes et urbanistes de l'Etat fait l'objet d'une réforme statutaire importante, également soumise à la consultation du conseil supérieur de la fonction publique, dont le présent projet de décret constitue le volet indiciaire.

L'article 1^{er} du projet de décret modifie l'article 2 du décret du 22 août 2008 de la manière suivante :

- Le grade d'architecte et urbaniste de l'Etat en chef, qui culmine actuellement à la HEB, se voit doter d'un huitième échelon, sous la forme d'un échelon spécial, correspondant à la HEB bis.
- Il est créé, au sommet du corps, un troisième grade d' «architecte et urbaniste de l'Etat général » qui comprend cinq échelons et un échelon spécial dotés, respectivement, des indices de rémunération 1015, HEA, HEB, HEB bis, HEC et HED.

Telles sont les dispositions du présent décret soumis à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat